

Paysan et Ouvrier : du féodalisme laurentien au capitalisme québécois

Peasant and Worker: From Laurentian Feudalism to Quebec Capitalism

Robert SWEENY

Volume 22, Number 1, Spring 1990

Théorie sociologique de la transition

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/001778ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/001778ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (print)

1492-1375 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

SWEENY, R. (1990). Paysan et Ouvrier : du féodalisme laurentien au capitalisme québécois. *Sociologie et sociétés*, 22(1), 143–161.
<https://doi.org/10.7202/001778ar>

Article abstract

This paper is made up of three parts. The first presents feudalism as a conceptual element important in understanding the history of New France and Lower Canada. The second part is a theoretical reflection on the fundamental processes of transition and the industrial revolution. These two processes are presented as being distinct, even if there is temporal overlapping. The third part explores in broad terms how the transition from feudalism to capitalism in the Saint Lawrence valley profoundly influenced the nature of Quebec industrial society. In conclusion, the links between the economic characteristics of national oppression and the specificity of the industrial revolution in Quebec is presented, a specificity which is witness to the importance of the Laurentian path to capitalism.

Paysan et ouvrier : du féodalisme laurentien au capitalisme québécois



ROBERT SWEENY

Étudier l'histoire de la société d'origine européenne de la vallée du Saint-Laurent en termes de la transition du féodalisme au capitalisme est problématique et ce, pour au moins trois raisons. Premièrement, la majorité des historiens pense qu'il n'y eut jamais un mode de production féodal au Québec. La plupart de mes collègues n'entrevoient que la possibilité d'une société d'ancien régime au Québec et, même s'ils reconnaissent l'importance d'une institution d'origine féodale, c'est-à-dire la seigneurie, pour eux la Nouvelle-France, et encore plus le Bas-Canada, diffèrent fondamentalement d'une société féodale. Deuxièmement, on élabore la problématique de la transition pour expliquer le développement du capitalisme en Angleterre, un des premiers pays capitalistes, honneur qu'elle partage avec les Pays-Bas et l'Écosse. L'Angleterre eut sa révolution industrielle avant même que la plupart des pays européens aient achevé leurs transitions. Ce simple fait modifie sensiblement la portée, certains diront même la pertinence, de cette problématique. Dès lors, le développement du capitalisme dans d'autres pays témoigne du chevauchement des processus historiques propres à la transition entre deux modes de production et des processus reliés à la révolution industrielle. Troisièmement, la théorie de la transition relève d'un marxisme qui n'est plus à la mode. C'est un marxisme dit «vulgaire» où la distinction entre «base» et «superstructure» joue un rôle central. Ainsi, vouloir étudier la transition du féodalisme au capitalisme au Québec implique trois choses : d'abord, que nous expliquions la pertinence du concept du féodalisme à l'étude de l'histoire québécoise ; ensuite, que nous distinguions les processus propres à la transition de ceux qui sont davantage reliés à la révolution industrielle ; et, enfin, que nous démontrions par sa puissance explicative la valeur d'une problématique qui s'inspire d'un marxisme orthodoxe.

Le défi est donc de taille, certains diront même impossible. Néanmoins, nous pensons qu'il est possible, voire nécessaire, de le relever car, si Albert Soboul avait raison de prétendre que la nature de la transition au capitalisme détermine la structure et le rythme de l'industrialisation de chaque pays¹, les retombées conceptuelles de cet exercice risquent d'être

1. Albert SOBOUL, «La Révolution Française et la problématique des voies de passage», in *La Pensée*, décembre 1977, p. 63.

très fécondes pour notre compréhension du Québec. De plus, une problématique qui prétend à une telle valeur théorique générale ne doit pas être figée. Nous sommes dès lors en droit d'espérer que la mise en lumière de l'histoire du Québec à la faveur de la problématique de la transition pourra à la fois approfondir notre compréhension de l'histoire québécoise et enrichir cette problématique.

FÉODALISME LAURENTIEN²

L'énorme variété des expériences nationales sous le capitalisme est maintenant reconnue. Les modèles simplificateurs à la Rostow et même l'idée que la révolution industrielle anglaise constitua la voie classique sont désuets. Depuis plus de vingt ans, les chercheurs en histoire socio-économique étudient, souvent dans le menu détail, le fonctionnement du capitalisme. À la lumière de ces recherches, on voit les riches tapisseries d'épanouissements et de contraintes, de développement et de recul, de liberté et de tyrannie, d'espoir et d'échec qui s'entrecroisent dans l'histoire de ce mode de production. Il importe de souligner, cependant, que le fait de porter attention à la variété des formes et des couleurs de ces tapisseries ne sert pas de prétexte pour nier l'essentiel derrière elles. Au contraire, ces études permirent une meilleure compréhension de la nature, de la portée et des limites de ce mode de production. Cette transformation du discours et de la pratique des historiens en Occident est due à de nombreux facteurs, dont sans doute les plus importants sont liés à l'éclipse idéologique de l'Union soviétique et à l'intérêt croissant au Tiers-Monde³. Néanmoins, elle n'aurait pas été possible sans le travail théorique sur la nature du mode de production capitaliste de Karl Marx et de ses nombreux partisans. Sans cette ligne conductrice, les recherches qui devinrent les classiques de cette nouvelle histoire⁴ n'auraient constitué que des études d'érudits sans rapports aux luttes et aux stratégies populaires.

Il manque précisément cette ligne conductrice à l'historiographie des sociétés féodales. Certes, il existe des études de cas magistrales, mais on les considère plutôt comme des cas particuliers. On cite alors la précision de Bloch, comme le détail d'Innes⁵ pour appuyer une analyse du féodalisme qui nie l'importance de sa base matérielle et qui privilégie soit l'instance politique⁶, soit l'instance idéologique⁷, dans l'explication de la pluralité des socié-

2. Nous avons choisi cette terminologie au lieu du «féodalisme québécois», car le féodalisme laurentien reflète mieux le territoire exploité sous ce mode de production. Le féodalisme ne caractérisa ni l'ensemble de la Nouvelle-France ni l'actuel territoire du Québec, mais la vallée du Saint-Laurent.

3. D'ailleurs les termes des deux «rounds» du débat sur la transition dans les pages de la revue *Science & Society* témoignent de ce changement. Lors du premier round du débat entre Maurice Dobb et Paul Sweezy au début des années 50, la question du deuxième servage et la nature de la société d'Europe de l'Est furent centrales; tandis que le débat actuel, initié par l'échange entre Roger GOTTlieb, («Feudalism and Historical Materialism: A critique and a synthesis» in *Science & Society*, Vol. XLVIII, n° 1, printemps, 1984) et David LAIBMAN («Modes of Production and Theories of Transition», in *Ibid.*, n° 3, automne 1984) se concentre plutôt sur le rapport entre les sociétés asiatiques et africaines précapitalistes et la transition au capitalisme. Voir notamment les contributions de: Samir AMIN, «Modes of Production, History and Unequal Development» in *Ibid.*, Vol. XLIX, n° 2, été 1985; Ashok RUDRA, «The Transition Debate: Lessons for Third World Marxists» in *Ibid.*, Vol. 51, n° 2, été 1987; et J. M. BLAUT, «Colonialism and the Rise of Capitalism», in *Ibid.*, Vol. 53, n° 3, automne 1989.

4. Parmi les recherches les plus importantes, notons: Rolande TREMPÉ (1971) sur les mineurs de Carmaux; John FOSTER (1974) sur les fileuses d'Oldham; E. P. THOMPSON (1975) sur les braconniers anglais; Herbert GUTMAN (1976) sur la famille afro-américaine; Charles VAN ONSELEN (1976) sur les paysannes du Zimbabwe; et Walter RODNEY (1981) sur les travailleurs de Guyanne.

5. Il s'agit des personnages dominants de l'historiographie des deux féodalismes qui influencèrent le plus l'histoire du Québec. Marc BLOCH, *La société féodale*, Paris, Albin Michel, 1939. Cosmos INNES, *Scotland in the Middle Ages*, Edimbourg, 1860.

6. Même s'il y a des différences analytiques importantes, Robert Brenner et Perry Anderson partagent ce point de départ. R. BRENNER, «Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe», in *Past & Present*, n° 70, 1976; P. ANDERSON, *Lineages of the Absolutist State*, London, New Left Books, 1974.

7. Alain Guerreau, *Le féodalisme: Un horizon théorique*, Paris, le Sycomore, 1980.

tés féodales. Nous partons du principe, certes contesté⁸, que la variété des sociétés féodales découle de la nature spécifique de la base socio-économique du féodalisme en tant que mode de production, d'où l'importance que nous accordons à la contribution de Guy Bois. Son ouvrage *Crise de féodalisme* est à nos yeux un complément essentiel au *Das Capital*, car à partir d'une étude spécifique il dégagea la logique constitutive du mode de production féodal en Europe occidentale⁹. Avant d'aborder la spécificité du féodalisme laurentien, il importe donc de passer en revue les bases socio-économiques du modèle de féodalisme proposé par Bois.

Les rapports sociaux et les forces productives du féodalisme diffèrent de ceux du capitalisme; ainsi, la nature des contradictions de ces modes de production est substantiellement différente. Malgré le cadre sociojuridique de la seigneurie, qui souvent porte à confusion, l'unité de production à la base du féodalisme fut la petite production paysanne. Découlant de cette réalité, il y eut des limites technologiques évidentes; Bois parle même des sociétés qui se heurtent au plafond des forces productives. L'expansion de la production, donc, passa plutôt par un plus grand nombre d'unités productives que par un élargissement des unités existantes. Dans ce contexte, le contrôle direct de la production par les seigneurs fut assez réduit et les prélèvements reposèrent davantage sur des bases extra-économiques. À la longue, il y eut une tendance vers une baisse du taux de prélèvement qui ne put être redressée que par une intervention d'ordre politique.

Les mécanismes régulateurs de ce système sont à l'inverse de ceux du mode de production capitaliste. L'accumulation est discontinue, n'opérant à la campagne que pendant les périodes de croissance. Elle revêt un caractère contradictoire, réunissant à la fois un mécanisme féodal de formation des prix et un élément nouveau, soit le travail salarié. Ces cycles de longue durée sont caractérisés par une série de rapports dialectiques. Durant les périodes de croissance, il y a une augmentation de l'occupation du sol et du volume de production agricole, mais une baisse de productivité. Le volume des prélèvements augmente, mais le taux du prélèvement baisse. L'évolution des prix favorise la production agricole au détriment de la production artisanale et une baisse des salaires réels s'ensuit. Lors des périodes de décroissance, l'ensemble de ces facteurs s'inverse. Ainsi, le mode de production féodal limite chaque période de croissance; cependant, chacune de ces périodes contribue à l'affaiblissement de cette formation sociale. L'évolution des rapports sociaux en témoigne: la différenciation au sein de la paysannerie s'accroît, la solidarité villageoise s'effrite et les classes dominantes se consolident derrière un État de plus en plus centralisateur, seul garant d'un redressement des taux de prélèvement. Lorsque les facteurs contribuant à la croissance atteignent leurs limites, le transfert de valeur additionnelle causé par ces interventions politiques peut déclencher un revirement de la situation et inaugurer une période de décroissance.

Le cadre conceptuel de Guy Bois présente le féodalisme comme un mode de production en évolution, ayant ses propres règles de fonctionnement. C'est un système qui génère lui-même les éléments de sa transformation, voire de son dépassement. Bois résout en grande partie les problèmes de l'analyse de l'accumulation primitive de Marx. Il porte une attention

8. Notamment par GOTTLIEB, *Op. cit.*, qui croit qu'aucun mécanisme de régulation matérielle ne caractérisa les modes de production précapitalistes.

9. Guy BOIS, *Crise du féodalisme*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1976, pp. 342 à 365. Il y a un débat important à faire sur la nature du féodalisme, mais faute d'espace nous ne pouvons nous y engager. Il suffit de dire ici que soit on accepte la logique de Samir AMIN, *Op. cit.*, selon laquelle les modes de production précapitalistes ne sont que de deux types génériques (communautaires et tributaires), soit on accepte le défi de Marx et on tente de dégager à partir des cas concrets une définition du mode de production féodal ayant une portée générale. Nous croyons que l'exception de la Sicile, analysée par Maurice AYMARD, «L'Europe moderne: féodalité ou féodalités?», in *Annales ESC*, 1980, démontre les limites du féodalisme plutôt qu'une raison pour renoncer à l'exercice. D'ailleurs l'ouvrage de KULA, *Théorie économique du système féodal. Pour un modèle de l'économie polonaise (xvi^e — xviii^e)*, sur lequel Aymard s'appuie en partie est à notre avis une étude fort intéressante d'une société en transition.

conséquence à la campagne où vivait la majeure partie du peuple. À la campagne, deux phénomènes reliés à la question sociale nous apparaissent particulièrement importants à retenir: la lente différenciation de la paysannerie joue davantage en période de croissance économique et démographique; et les mutations dans les rapports sociaux de production entre les classes s'opèrent davantage sur les plans politique et sociojuridique, c'est-à-dire hors du domaine de production proprement dit.

Ce cadre conceptuel nous permet de mieux comprendre la nature de la transition entre modes de production. Il s'agit non d'une rupture, mais d'une série de processus historiques de longue durée¹⁰. L'imbrication des modes de production n'apparaît alors guère anormale; c'est le sens même d'une crise structurelle d'un mode de production. Ainsi, il y a un parallèle important entre le féodalisme et le capitalisme. Dans ces deux modes de production, des éléments sont présents qui présagent le prochain mode de production. Le développement même du capitalisme crée la classe ouvrière et la socialisation de la production, tandis que le développement du féodalisme conduit à l'écèlement de la paysannerie en tant que classe sociale avec le développement des petits producteurs marchands et le travail salarié.

Le féodalisme laurentien fut une création tardive, d'où le développement extrêmement rapide de ses contradictions¹¹. Certains processus, dont notamment la différenciation de la paysannerie, qui prirent près de mille ans en Europe, s'achevèrent en moins de deux cents ans au Québec. Certes, des facteurs externes y jouèrent un rôle; néanmoins, nous aimerions ici souligner le potentiel inhérent à la spécificité du féodalisme laurentien. Deux facteurs internes au féodalisme laurentien nous semblent particulièrement importants pour expliquer son évolution rapide. Premièrement, la croissance de la production féodale passe par une augmentation du nombre des petites unités productives familiales, donc la disponibilité du sol arable est très importante. Or, dans les seigneuries au Québec, il faut attendre le début du XIX^e siècle avant que la terre disponible constitue un frein véritable¹². Alors les conditions furent favorables à une longue période de croissance soutenue et les familles paysannes jouirent d'une option devant les tentatives par les seigneurs d'augmenter les taux de prélèvement. Deuxièmement, les contraintes imposées pendant des siècles en Europe par l'état rudimentaire des forces productives pèsent beaucoup moins lourd au Québec. L'évolution des techniques agricoles en Europe aux XVI^e et XVII^e siècles constitue le point de départ de la production féodale laurentienne.

La combinaison de ces deux facteurs favorisa un développement très rapide des contradictions internes du féodalisme laurentien et influença ainsi profondément le caractère du monde rural québécois. La croissance soutenue de la production féodale permit l'accumulation qui, forcément inégale, alimenta la différenciation de la paysannerie. Cependant, cette différenciation revêtit un caractère particulier: la reproduction de la couche supérieure

10. Voilà un des points de démarcation importants entre notre perception de la transition et celle de Jean-Marie FECTEAU, *Régulation sociale et transition au capitalisme*, Québec, PARQ, 1986. Nous croyons que le concept de la transition ne doit pas se limiter à une période de crise entre 1780 et 1830. D'ailleurs, nous doutons du «caractère particulièrement explosif» de cette période, car au moins pour la société de la vallée laurentienne, les continuités pendant ces années furent très importantes.

11. La synthèse qui suit est la nôtre et se base principalement sur nos recherches au Montreal Business History Project de l'université McGill, dont une partie est présentée dans Robert SWEENEY, Grace LAING HOGG & Richard RICE, *Les relations ville/campagne: le cas du bois de chauffage*, Montréal, Éditions du MBHP, 1988, et dans notre thèse *Internal Dynamics and the International Cycle: Questions of the Transition in Montréal*, Thèse de doctorat en histoire, Université McGill, 1985. Nous sommes, cependant, très reconnaissant du travail pionnier d'autres historiennes et historiens du Québec dont: Louise DECHÈNE, *Habitants et Marchands*, Paris, Plon, 1974; Sylvie DÉPATIE, Christian DESSUREAULT et Mario LALANCETE, *Contributions à l'étude du régime seigneurial canadien*, Montréal, Hurtubise HMH, 1987; Serge COURVILLE, «Le marché des subsistances», in *RHAF*, Vol. 42, n° 2, 1988 et les participants au colloque France/Québec sur l'agriculture comparée, *Évolution et écèlement du monde rural*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1986.

12. Certes, il existe des seigneuries où l'ensemble des terres fertiles sont exploitées bien avant cette date charnière. Cependant, une famille paysanne qui quitte l'Île d'Orléans pour le Richelieu au milieu du XVIII^e siècle allait exploiter les meilleures terres de la colonie.

de la paysannerie passa par l'achat des terres des paysans moins aisés. Ainsi, devant une situation où il exista toujours des terres disponibles dans l'arrière-pays, la différenciation sociale se confondit avec une différenciation spatiale. À partir du moment où les terres disponibles devinrent plus rares, la reproduction continue des paysans aisés se traduisit par l'apparition rapide d'une couche sociale défavorisée, laquelle fut incapable de se reproduire sans recours au travail salarié. Alors, dans ces anciennes paroisses, on assista à une polarisation rapide de la paysannerie, ayant d'une part des réseaux familiaux de petits producteurs marchands bien installés et d'autre part une minorité grandissante de familles sans ou à peu près sans terre. Les conditions furent alors à point pour le développement d'une spécialisation dans la production agricole et la prolifération des manufactures en milieu rural, surtout dans la plaine de Montréal¹³.

Cette dynamique du féodalisme laurentien n'opéra pas en vase clos. Le renforcement des droits seigneuriaux, épaulé par l'État¹⁴ et le rayonnement du capital marchand à la campagne¹⁵, contribuèrent à ces changements. D'ailleurs, comme nous aurons l'occasion de le constater, les rapports sociaux évoluèrent rapidement en Nouvelle-France et au Bas-Canada. À l'encontre du féodalisme médiéval, le féodalisme laurentien fut créé par un État absolutiste. De plus, le féodalisme laurentien se développa dans une formation sociale où le capitalisme mercantile joua un rôle important. L'imbrication des modes de production fut alors caractéristique de l'histoire de la vallée du Saint-Laurent depuis l'invasion européenne. Il importe de souligner, cependant, que la logique de l'évolution rurale que nous venons d'esquisser se trouva dans la nature même du féodalisme comme mode de production. Les choix et les stratégies des familles paysannes qui contrôlèrent la production furent alors déterminants. Ces familles furent sans doute conscientes du chemin qu'elles parcoururent en moins de deux siècles et, à l'aube de la révolution industrielle, leur façon de s'identifier témoigne de cette prise de conscience. Finie l'appellation à consonance égalitaire d'habitants, les paysans de la plaine de Montréal se décriront comme cultivateurs¹⁶. Avant de voir plus en détail comment ces familles paysannes et les autres membres des classes populaires participèrent activement à la transition et à la révolution industrielle au Québec, il faut définir au plan théorique ces deux processus fondamentaux.

TRANSITION ET RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

La transition du féodalisme au capitalisme est un phénomène historique complexe qui comprend plusieurs processus et plonge ses racines loin dans la terre fertile du féodalisme. Dans une minorité de sociétés occidentales, telles l'Angleterre et la France, la transition passa par une révolution bourgeoise. Mais dans la plupart des sociétés occidentales, les rois ne perdirent pas leur tête et malgré ce fait politique important, ces sociétés firent leur transition. Ainsi, la problématique de la transition ne peut se réduire aux seuls processus socio-économiques. Elle doit éclairer la dimension politique. Pourquoi, dans certaines sociétés, cette transformation éclata-t-elle en révolution sociale, alors que dans d'autres, les anciennes classes dominantes jouèrent un rôle central au sein de la nouvelle formation sociale?

La révolution industrielle est, par contre, un phénomène historique beaucoup plus récent. Ce fait socio-économique dominant du XIX^e siècle représente la maturation du mode de production capitaliste. Cependant, de concevoir la révolution industrielle comme étant la maturation du capitalisme présume l'existence d'un capitalisme préindustriel. Or, il y

13. SWEENEY, HOGG et RICE, *Op. cit.*, et COURVILLE, *Op. cit.*

14. Louise DECHÊNE, «L'évolution du régime seigneurial au Canada: le cas de Montréal aux XVII^e et XVIII^e siècles.», in *Recherches Sociographiques*, Vol. XII, n° 2, mai 1971, pp. 143 à 184.

15. Louis MICHEL, «Un marchand rural en Nouvelle France», in *RHAF*, Vol. 33, n° 2, septembre 1979.

16. SWEENEY, HOGG et RICE, *Op. cit.*, pp. lii à lvi.

a là un problème historique majeur. Dans la plupart des sociétés occidentales, la révolution industrielle se confond dans le temps avec la transition. Dans ces sociétés, l'arrivée triomphale du mode de production capitaliste emprunta au moins en partie le chemin de l'industrialisation. Voilà un problème conceptuel que le syllogisme d'une transition au capitalisme industriel ne résoud pas¹⁷.

Ces deux problèmes sont reliés. Éclaircir la relation entre la transition au capitalisme et la révolution industrielle permet une meilleure compréhension de la dimension politique de la transition. Car même s'il y eut un chevauchement sur le plan temporel de ces deux phénomènes, l'antériorité de la transition ne fait aucun doute. Le déroulement de l'industrialisation, donc, témoignerait des forces politiques des groupes sociaux issus de la transition. En termes épistémologiques, l'analyse de chaque révolution industrielle présente à l'historien et à l'historienne une occasion d'approfondir leurs connaissances et de vérifier leurs hypothèses concernant la nature spécifique de la transition.

Concevoir la transition comme étant une imbrication de deux modes de production (c'est-à-dire féodal et capitaliste) par-dessus laquelle chevauche l'industrialisation, modifie considérablement la problématique de la transition. Rappelons que la majorité des participants au débat classique amorcé par Dobb et Sweezy concurent la question plutôt en termes d'une convergence des processus, où les sociétés féodales passaient à travers une transition pour aboutir à une société industrielle¹⁸. Au cœur de leurs réflexions fut l'évaluation du rôle historique du capital marchand. Cette forme d'accumulation, vieille de millénaires, joua-t-elle un rôle décisif dans la transformation révolutionnaire de la société qui fut l'avènement du capitalisme industriel? Quel fut l'impact du capital marchand sur les rapports de production et les forces productives? Selon eux, le capital marchand n'introduisit pas de changements de type industriel; or, ils ont conclu qu'il s'agissait de la voie de passage non révolutionnaire. Bref, la supposition d'une convergence permet l'analyse des changements liés à l'industrialisation en termes de voies de passage.

Cette supposition d'une convergence pose des problèmes à deux niveaux, l'un théorique et l'autre logique. Le problème théorique est le sens qu'on doit accorder à un concept clé du matérialisme historique, plus spécifiquement le sens du mot «révolutionnaire» dans le texte si connu de Marx où il introduisit les voies de passage. Nous y reviendrons plus tard, mais il suffit de dire ici que Marx parla alors de la révolution bourgeoise et non de la révolution industrielle — expression d'ailleurs inconnue à son époque. Le problème logique posé par la supposition d'une convergence est nettement plus clair. Les deux voies mènent à une société capitaliste et donc à une société qui tôt ou tard va s'industrialiser. Alors, les voies de passage ne déterminent pas s'il y aurait une révolution industrielle, mais plutôt quelle serait la nature de la formation sociale qui s'industrialise. Considérés sous cet angle, les changements liés à la révolution industrielle pourraient être introduits par divers groupes sociaux, y compris les marchands. Cependant, ces innovations auraient un impact différent selon la spécificité de chaque société, une spécificité qui fut déterminée en grande mesure par l'histoire de l'imbrication des modes de production dans chaque société. Il importe, alors, non pas simplement de définir, mais aussi de distinguer, au moins dans ses grandes lignes, les processus de la transition de ceux de la révolution industrielle.

Il y a trois rapports que nous avons trouvés fort utiles pour comprendre la transition: la différenciation de la paysannerie, les voies de passage et les relations ville/campagne. Il s'agit de trois rapports dialectiques qui furent enracinés dans la structure même du féodalisme et de leurs résolutions naquit un nouvel ordre social: le capitalisme. Des trois, le plus important fut la différenciation de la paysannerie, car elle établit le rythme de fond

17. Un syllogisme très courant dans l'historiographie européenne, qui marqua nos premiers essais sur la question. R. SWEENEY, *Protesting History*, Montréal, Éditions du MBHP, 1984.

18. Soulevé par la publication de *Studies in the Development of Capitalism* de Maurice DOBB en 1946, ce débat fut réédité par Rodney HILTON, *The Transition from Feudalism to Capitalism*, London, New Left Books, 1976. Il est également disponible en français, traduit par Florence Gauthier, chez Maspéro.

de la transition. Cette transformation provint des dynamiques propres à la croissance féodale et, à la longue, cette stratification, voire polarisation, de la paysannerie conduisit à son éclatement. Cette mutation en profondeur de la principale classe sociale du féodalisme a des répercussions directes sur le cadre sociojuridique essentiel à l'appropriation féodale. La transformation de ce cadre constitue alors pour l'historien et l'historienne une façon privilégiée d'évaluer et de comprendre la transition dans chaque société.

Le deuxième rapport dialectique de la transition, les voies de passage, se base sur la distinction entre la création et la réalisation de valeur. Dans les sociétés féodales, cette distinction fut socialement reconnue et encadrée sur le plan politico-juridique. Ainsi, il se développa des groupes sociaux distincts dans la production et dans la circulation¹⁹. Il s'agit, cependant, d'un terrain contesté. Alimentée par la nature des cycles du féodalisme, la lutte pour contourner ces contraintes ou pour démanteler ces restrictions fut continue et l'enjeu fut de taille : qui allait contrôler la production ? Les petits producteurs marchands allaient-ils garder leur indépendance et maximiser leur accumulation à travers la vente de leur propre production ? C'est la voie que Marx décrivit comme révolutionnaire. Ou est-ce que les marchands, à partir de leurs assises dans la circulation, allaient établir un contrôle direct ou indirect sur la production et ainsi exercer une ponction additionnelle sur la valeur produite ? C'est la voie que Marx décrivit comme non révolutionnaire. Cette lutte en sourdine entre les deux voies se déroula dans chacun des métiers artisanaux, mais elle ne se cantonna pas à la ville. À la campagne, cependant, la centralité de la différenciation de la paysannerie se fit sentir d'une façon dialectique. D'une part, dans la mesure où certaines familles paysannes se transformèrent en petits producteurs marchands, les mêmes types de conflits surgirent autour de la commercialisation de leur production agricole. D'autre part, la croissance d'une couche paysanne incapable de se reproduire sans recours au travail salarié attira des investissements mercantiles dans les manufactures rurales.

Les relations ville/campagne dans la transition représentèrent la synthèse au plan socio-économique de la différenciation de la paysannerie et des voies de passage. L'évolution de ces relations fut un baromètre de la transition ; en effet, les relations campagne/ville devinrent les relations ville/campagne. L'émergence de la primauté de la ville par rapport à la campagne fut un long processus, dont le concept sociologique d'urbanisation ne représente que les dernières étapes. Elle se fit sentir à tous les niveaux d'une société en transition, mais c'est son impact socio-économique que nous soulignons ici. D'une accumulation discontinue n'opérant à la campagne que pendant les périodes de croissance et au détriment de la ville, on passe à une accumulation continue opérant davantage à la ville et au détriment de la campagne. Ainsi, les rapports d'échanges entre la campagne et la ville s'inversèrent et une ruralisation de la campagne s'ensuivit.

Ces trois rapports de la transition influencèrent directement le développement de divers groupes sociaux, ayant des intérêts objectifs et des visions du monde différentes. Marx utilisa une terminologie politique plutôt qu'économique pour qualifier les voies de passage, vu l'importance historique de la relation dialectique entre l'existence de ces divers groupes sociaux et les développements aux plans politique et idéologique. Dans une société en transition, où la voie révolutionnaire fut prépondérante et où la différenciation de la paysannerie donna naissance à une couche importante de petits producteurs marchands, furent alors réunies les conditions socio-économiques préalables à une transformation radicale de la superstructure sociopolitique. La création d'une démocratie bourgeoise fut une question de lutte.

19. Les corps de métier en sont évidemment un exemple, mais on aurait tort de présumer que la réification sociale de cette distinction se limita à ce cas bien connu du haut Moyen Âge. Le «moral economy» analysé dans les nombreuses études de George Rudé et rendu célèbre par l'article d'E. P. THOMPSON, («The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century», in *Past & Present*, n° 50, février 1971) de même que les nombreux codes marchands sont des exemples de l'importance continue de cette distinction dans les sociétés en transition. Pour un exemple dans le cadre du féodalisme laurentien, voir SWEENEY, HOGG et RICE, *Op. cit.*, pp. lxxviii à xciv.

La simple présence de bases socio-économiques appropriées à une telle transformation ne garantit pas le succès de l'entreprise. Néanmoins, ces bases furent des prérequis à l'imposition par les forces populaires d'un ordre sociopolitique fondamentalement nouveau. À plusieurs égards, l'importance historique de la transition est fondamentalement politique²⁰.

À travers la pluralité de révolutions industrielles, les sociétés partagèrent néanmoins des changements socio-économiques fondamentaux. À notre avis, trois changements méritent particulièrement notre attention : le changement qualitatif de la nature du travail salarié ; l'écart grandissant entre le secteur des biens de consommation et le secteur des biens de production ; et, sur la base de ces deux changements, la mutation de la nature même de la contradiction entre la création et la réalisation de valeur. Dans chaque société, cependant, ces changements témoigneraient de la spécificité de sa transition au capitalisme.

Le travail salarié n'est pas propre au capitalisme ; il existe depuis des millénaires, mais l'évolution de la différenciation paysanne conduisit à sa présence de plus en plus répandue dans les rapports sociaux féodaux. À la longue et sur la base de cette augmentation quantitative du travail salarié, il y eut un changement qualitatif de sa nature même. Sur le plan humain, ce changement qualitatif fut un des éléments les plus dévastateurs de la maturation du capitalisme. Au lieu d'être payé pour le travail, on est payé pour sa force de travail ; c'est-à-dire, au lieu de recevoir des gages pour une tâche accomplie, on vend sa force de travail et en échange de cette marchandise on reçoit un salaire. La maturation du capitalisme passe donc par la réduction du travail humain à une marchandise aliénable. Cette mutation en profondeur de la nature du travail salarié comporte un coût humain terrible et, donc, partout où elle fait ses ravages, il y a de la résistance²¹. Alors, même si le travail salarié capitaliste peut exister sans qu'il y ait modification dans les forces productives, ce n'est que devant l'ampleur des investissements dans les machines-outils lors de la révolution industrielle qu'il devient impératif. La lutte serait néanmoins très dure et à plusieurs égards sans fin, car cette marchandise a l'unique propriété d'être indissociable de l'être humain qui la vend et donc le marché est toujours à refaire.

Le recours systématique au travail salarié capitaliste présuppose l'existence d'un travail approprié à cette forme alinéable de travail humain et l'existence de personnes qui n'ont d'autre choix que de travailler dans de telles conditions. Ainsi, une dévalorisation du travail artisanal, fruit amer de la concurrence engendrée par la lutte des voies de passage, et une main-d'œuvre sans possibilité réelle de se reproduire autrement, fruit encore plus amer de la différenciation de la paysannerie, sont des conditions préalables à l'industrialisation. Bref, les changements socio-économiques de la transition préparèrent le terrain de l'industrialisation. Par contre, les promesses de la révolution bourgeoise ne se réalisèrent que pour une minorité du peuple²².

La révolution industrielle introduit l'utilisation systématique d'une main-d'œuvre non qualifiée travaillant sur des machines pour les fins de la production des biens de consom-

20. Florence GAUTHIER cerne bien l'importance politique de la transition : « La problématique de Marx sur la diversité des voies de développement permet de poser la question fondamentale de la transition du féodalisme au capitalisme : qui l'emportera ? la voie de compromis ou la voie révolutionnaire ? À la campagne, la grande exploitation seigneuriale ou la petite exploitation libre ? Une révolution bourgeoise conservatrice ou une révolution bourgeoise démocratique libérant l'initiative des masses populaires ? Un capitalisme au profit d'une minorité conservant des formes de l'ancien mode de production, ou un capitalisme démocratique sur la base d'un large courant petit-bourgeois, évacuant au maximum les formes féodales et assurant aux masses populaires les conditions les plus favorables ? » *La voie paysanne dans la Révolution Française*, Paris, François Maspero, 1977, p. 22.

21. Il s'agit d'un des thèmes les plus importants de l'historiographie du monde ouvrier depuis vingt ans, depuis l'exploration pionnière et très féconde de cette question par E. P. THOMPSON, « Time, Work Discipline and Industrial Capitalism », in *Past Present*, N° 38, 1969 et traduit en français in *Libre*, 1979, pp. 3 à 63.

22. Le socialiste anglais William MORRIS fit le bilan des paysans radicaux anglais et de bien d'autres radicaux de la révolution bourgeoise : « Men fight and lose the battle, and the thing that they fought for comes about in spite of their defeat, and when it comes, turns out not to be what they meant, and other men have to fight for what they meant under another name. » *A Dream of John Ball*, London, 1887. Cité par Peter LINEBAUGH in *Labour/Le Travail*, n° 10, 1982, p. 92.

mation. Érigé sur une division de travail préalable au machinisme, ce phénomène nouveau conduit à un écart grandissant entre le secteur des biens de consommation et le secteur des biens de production. Suivant les études classiques d'Ashton et de Landes, les historiens expliquèrent cet écart par l'histoire des innovations technologiques. Il s'agit, cependant, d'une description plutôt qu'une explication. Certes, l'industrialisation des principaux procédés en métallurgie n'arriva qu'avec le développement des nouvelles techniques sidérurgiques à la fin du XIX^e siècle, mais c'est précisément cette chronologie qu'il faut expliquer. Pourquoi les innovations techniques permettant la mécanisation dans le secteur des biens de consommation arrivèrent-elles bien avant les innovations analogues dans le secteur des biens de production?

Nous croyons que l'explication de cette mécanisation inégale se trouve dans l'importance du chevauchement de la transition et de la révolution industrielle. En particulier, nous soulignons deux éléments : l'impact que les voies de passage eurent sur l'accumulation du capital ; et la nature très partielle et inégale de l'industrialisation que la transition permit dans chaque société. Commençons par le rapport entre les voies de passage et l'accumulation du capital.

Jusqu'à la révolution industrielle, l'accès au capital fut inextricablement lié aux voies de passage, car il n'existait pas alors un marché de capital institutionnalisé hors du contrôle du capital marchand. Les capitaux nécessaires à l'industrialisation des entreprises sous le contrôle des petits producteurs marchands provinrent des profits de l'entreprise. Quand ces producteurs, suivant la voie révolutionnaire, eurent recours aux sources de capitaux externes à leurs entreprises, ces sources furent davantage informelles et familiales²³. Or, la concurrence entre les petites et moyennes entreprises familiales fut la principale pression poussant vers la rationalisation de la production dans les sociétés où la voie révolutionnaire fut prépondérante. Ainsi, dans ce contexte où l'accès au capital fut restreint, le machinisme fit sa percée davantage dans le secteur des biens de consommation, car les besoins de capitaux y furent moindres.

De plus, là où la voie non révolutionnaire joua un rôle important, les conditions furent souvent favorables à la même concentration de machinisme dans le secteur des biens de consommation. D'abord, dans ces sociétés, une des assises principales du capital marchand fut l'inégalité des rapports d'échanges entre la ville et la campagne. Dans la mesure où les marchands éteignirent leur contrôle de la production à partir de leurs assises dans la circulation, leurs investissements furent plutôt concentrés dans la production des biens de consommation, car la production agricole servit davantage comme matière première de ce secteur productif. Deuxièmement, le type d'investissement mercantile le plus répandu dans le secteur des biens de production fut celui des moyens de transport : canaux, bateaux, routes à péage et plus tard chemins de fer²⁴. Or, l'impact immédiat de ces investissements fut d'élargir le marché pour la production urbaine des biens de consommation à la campagne. Ces deux types d'investissement du capital marchand furent donc importants pour les petits producteurs marchands en ville. D'abord, ayant un accès plus facile au capital et bénéficiant d'un accès privilégié aux matières premières, les manufactures sous le contrôle du capital marchand constituèrent une concurrence redoutable pour les petits producteurs marchands indépendants. Les pressions poussant vers la rationalisation de la production augmentèrent

23. Ceci ne veut aucunement dire que le capital marchand ne s'intéressa pas aux investissements productifs ; de la grande manufacture des machines à vapeur de Boulton & Watt, en passant par les usines de textiles de Lowell, Mass., au Zaibatsu naissant du Japon Meiji, le capital marchand joua un rôle actif dans le financement de la révolution industrielle. Mais comme le nom Boulton & Watt l'indique, l'investissement mercantile dans la production permit souvent sa prise de contrôle. Matthew Boulton, marchand, fut le pourvoyeur de fonds de James Watt.

24. D'ailleurs l'ampleur de ces investissements mercantiles dans les moyens de transport, tout en étant une extension de leurs activités productives à partir de leurs bases dans la circulation, fut une des principales raisons pour lesquelles l'introduction du machinisme, notamment les machines à vapeur, fut plus avancée ici qu'ailleurs dans le secteur des biens de production.

dès lors dans les ateliers indépendants. De plus, l'expansion du marché de la production urbaine, découlant des améliorations dans les réseaux de transport, permit une augmentation de l'accumulation du capital dans ces métiers.

La nature inégale et très partielle de la révolution industrielle mérite d'être soulignée. Cette révolution n'emporta pas tout devant elle. Malgré l'importance révolutionnaire des changements associés à ce phénomène, la plupart du temps l'industrialisation ne transforma radicalement qu'une étape dans un processus productif complexe. En aval et en amont de ces nouvelles installations, qu'elles fussent brasseries, raffineries, scieries ou minoteries, il y eut une intensification et une extension de la production utilisant d'anciennes méthodes productives²⁵. Le triomphe des filatures de Manchester fut indissociable de la tragédie des plantations esclavagistes du New South et des manufactures de tissage dispersées dans la campagne anglaise. La disponibilité de la main-d'œuvre, l'échelle des entreprises, la nature étroite du marché, les développements technologiques et les limites de l'accumulation du capital se combinèrent pour dicter les contours de ce fait dominant du XIX^e siècle. Bref, les contours furent dictés par la nature de la société en transition qui s'industrialise.

L'encadrement politico-juridique de la distinction entre la création et la réalisation de valeur fut une caractéristique du féodalisme, car les rapports sociaux féodaux ne permirent l'appropriation de la valeur par les classes dominantes qu'à l'extérieur du domaine productif proprement dit. D'ailleurs, l'importance des valeurs socioculturelles dans la définition de cet encadrement politico-juridique fut une des raisons de la multiplicité des féodalismes à partir d'une même base socio-économique. Devant la lutte des voies de passage lors de la transition, cet encadrement fut davantage un terrain contesté. Mais il fallut attendre la révolution industrielle pour voir une résolution plus que partielle de cette lutte et cette résolution aboutit à une mutation profonde de l'importance systémique de l'écart entre la création et la réalisation de la valeur. D'un élément clé de la superstructure du féodalisme qui contribua largement à sa nature variée, cet écart devint une contradiction profonde dans la base productive du capitalisme. La contradiction entre la création et la réalisation de valeur reste à l'origine même des crises régulières et systémiques du capitalisme.

Il existe peu d'exemples plus frappants de la différence entre le féodalisme et le capitalisme que celui de leurs crises systémiques respectives. D'une crise de pénurie au féodalisme on passe à une crise de surproduction au capitalisme. La transformation du travail salarié en marchandise et l'écart grandissant entre les secteurs de production furent les changements qui permirent ce renversement étonnant de la logique économique. Le premier rompit le rapport historique entre salaire et prix qui avait prévalu dans les «*moral economies*» préindustrielles et permit ainsi l'accroissement de la plus-value. Cependant, cette augmentation de l'exploitation des travailleurs et des travailleuses réduisit le marché potentiel pour les marchandises produites à même leur force de travail. Le second établit les bases matérielles d'un transfert systématique de valeur à partir du secteur des biens de consommation vers le secteur des biens de production. Ce transfert revêt un caractère dialectique. D'une part, les pressions forçant l'augmentation de la plus-value relative et absolue dans le secteur des biens de consommation s'accrurent. D'autre part, les rythmes d'accumulation dans les deux secteurs se différencièrent. La combinaison de ces deux éléments assurait que la prochaine crise serait plus sévère et plus difficile à surmonter. La résolution historique de cette contradiction entre la création et la réalisation de valeur n'est que très partielle, car la montée du capital monopoliste ne permit que l'exportation de la plupart des coûts humains de ses crises vers les régions et pays loin du centre. Ainsi, comme ce fut le cas de la transition du féodalisme au capitalisme, les transitions entre modes de production au XX^e siècle s'opèrent davantage à la périphérie du système mondial.

25. Pour une analyse de l'importance des procédés dits préindustriels après la révolution industrielle en Angleterre, voir Raphael SAMUELS, «Workshop of the World», in *History Workshop Journal*, n° 3, 1977, pp. 6 à 73.

Cette exploration forcément incomplète de certains aspects théoriques de la transition et de la révolution industrielle nous permet néanmoins d'identifier des éléments importants à la compréhension de la transition au Québec. Il faut analyser les particularités spatio-temporelles de la différenciation de la paysannerie dans le féodalisme laurentien et constater leur impact sur les relations ville/campagne afin de comprendre la portée réelle de la transformation de l'encadrement sociojuridique de l'appropriation féodale. De plus, la question des voies de passage dirige notre attention vers les facteurs internes, plutôt qu'externes, qui auraient pu influencer l'évolution socio-économique en milieu urbain²⁶. Finalement, le rythme et la spécificité de la révolution industrielle au Québec fournissent à l'historien et à l'historienne de la transition une mise à l'épreuve redoutable de leurs hypothèses.

LA TRANSITION AU QUÉBEC

La différenciation de la paysannerie québécoise s'échelonna sur plusieurs générations et s'articula d'une façon particulière dans l'espace. Les choix et les stratégies des familles paysannes restent au centre de ce processus, mais nous pouvons cerner les contraintes et les contours de cette évolution spatio-temporelle en examinant les rapports entre la paysannerie et d'autres groupes sociaux. Étant donné que ni la reproduction, ni la différenciation paysanne ne furent autonomes, elles reflètent l'importance de la conjoncture. De plus, en tant que classe sociale exploitée, le développement de la paysannerie fut dialectiquement relié à l'évolution des groupes sociaux dominants.

Entre 1660 et 1750, le monde rural québécois développa rapidement une structure sociale qui s'apparenta à plusieurs égards à celle de la France. Cependant, il y eut des différences et ces éléments distinctifs du féodalisme laurentien devinrent très significatifs lors des changements amenés par la Conquête. À l'instar du développement rapide de la paysannerie et des premiers signes de sa différenciation, les marchands ruraux devinrent de plus en plus importants dans les anciennes paroisses, où ils jouèrent un rôle probablement plus important qu'en France. En partie ceci fut le résultat de l'importance des commerces lointains dans la colonie, mais l'importance relative du capital marchand fut la contrepartie de la faiblesse relative des seigneurs. Il ne s'agit pas ici d'une faiblesse politique, car pendant ces années les seigneurs travaillèrent systématiquement à augmenter les taux de prélèvements; l'entreprise seigneuriale ne fut nullement un régime de propriété figée ou désuète et encore moins un système d'entraide quelconque²⁷. Devant le nombre et la variété de leurs tentatives pour augmenter les taux de prélèvements, on ne peut s'accorder à l'opinion de Mario Lalancette que: «La seigneurie canadienne fait preuve, en effet, d'une étonnante flexibilité puisqu'elle peut se permettre de tirer profit du potentiel économique d'un territoire donné, quelles que soient ses caractéristiques.»²⁸ Bref, à la veille de la Conquête, la structure sociale du monde rural témoigna de la spécificité du féodalisme laurentien.

La Conquête modifia profondément les rapports de pouvoir au sein de la société laurentienne. Parmi tous les groupes sociaux, exception faite des militaires, les marchands furent

26. L'historiographie de la classe ouvrière au Québec favorise nettement les facteurs externes. Le travail pionnier de H. Claire PENTLAND postula la centralité de l'immigration irlandaise dans la formation de la classe ouvrière au Bas-Canada: «The Lachine Strike of 1843», in *Canadian Historical Review*, N° 29, septembre 1949; «The Development of a Capitalist Labour Market in Canada», in *Canadian Journal of Economics and Political Science*, n° 25, novembre 1959. Alors que l'idée d'une révolution atlantique fut développée dans l'historiographie québécoise par Jean-Pierre Wallot, et appliquée à l'histoire de la classe ouvrière pour soutenir la thèse d'une prolétarianisation précoce par Jean-Pierre HARDY et Thierry RUDELL, *Les apprentis artisans à Québec 1660-1815*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1977 et Robert TREMBLAY, «La formation matérielle de la classe ouvrière à Montréal entre 1790 et 1830», in *RHAF*, Vol. 33, n° 1, juin 1979.

27. DÉPATIE, DESSUREAULT, LALANCETTE, *Op. cit.*, et Christian DESSUREAULT, «Un essai de caractérisation de l'entreprise seigneuriale canadienne», in Goy & Wallot, *Op. cit.*, pp. 217 à 230.

28. Mario LALANCETTE, «Description et analyse du rapport pêche/seigneurie à l'Île aux Coudres au XVIII^e siècle», in Goy & Wallot, *Op. cit.*, p. 211.

à long terme les grands perdants. Évidemment, le changement de métropole eut des répercussions sur l'organisation des réseaux mercantiles, surtout après que l'intégration de l'économie laurentienne dans l'empire britannique fut devenue une question stratégique lors de la montée de la contestation américaine. Ces éléments, importants en soi, ne furent pas cependant l'aspect le plus important de la Conquête pour ces marchands. Conformément à sa politique ailleurs²⁹, le gouvernement britannique permit, et même provoqua, une chute libre de la monnaie de compte coloniale. Cette dévalorisation exceptionnelle de la livre tournois ne prit fin qu'en 1808 lorsque le taux d'échange fut fixé à un dérisoire 3,6 % de la livre sterling. La mainmise potentielle des marchands ruraux sur la campagne s'amenuisa alors au rythme de la valeur de leurs placements en rentes constituées.

Les seigneurs ne furent pas à l'abri de ces changements, mais ils eurent au moins le recours aux droits banaux en nature, d'où l'importance des moulins dans le paysage québécois à la fin du siècle. Néanmoins, pendant le dernier quart du XVIII^e siècle, les alliances politiques et matrimoniales que les familles des seigneurs entretenaient avec les militaires et les marchands d'origine britannique ne furent pas étrangères à la détérioration de leur situation économique.

Le développement de la paysannerie témoigna de ces modifications dans les rapports de pouvoir suite à la Conquête. La différenciation au sein de la paysannerie ne fut pas un simple processus unilinéaire. Pendant la dernière moitié du XVIII^e siècle, les familles paysannes les moins aisées jouirent d'un répit, tandis que les familles plus aisées du village partagèrent, à un moindre degré, le même sort que leurs supérieurs sociaux. Certes, il s'agit d'un temps d'arrêt relativement court, le temps d'une génération ou deux, mais le moment fut propice pour le développement paysan. Il resta encore de bonnes terres. Le célèbre retour à la terre, déploré par l'École de Montréal, nous apparaît, alors, plutôt comme un essor de la paysannerie sur des bases élargies et plus solides. Au tournant du XIX^e siècle, bon nombre de familles paysannes, notamment dans la plaine de Montréal, furent relativement bien placées pour tirer avantage des prix agricoles favorables. Ainsi s'explique une des anomalies de la période : une société féodale où une partie très importante du peuple, y compris des femmes, obtint le droit de vote.

Les relations ville/campagne ne furent pas alors défavorables aux paysans, même sur les terres récemment occupées où l'agroforestier, par le biais des commerces de bois de chauffage et de potasse, fit figure de pilier des stratégies de colonisation³⁰. Il s'agit bien sûr d'un fruit de la conjoncture, mais dans l'histoire du Québec les grains de ce fruit servirent à plusieurs semences. D'une part, les familles plus aisées de la paysannerie s'installèrent de façon permanente dans les anciennes paroisses et, d'autre part, les familles moyennes colonisèrent plus facilement les régions légèrement plus éloignées grâce aux gains de capitaux venant de la vente de leurs terres natales. Dans ces régions, comme la Beauce, la vallée de la Yamaska, la région de Baie Saint-Paul et les Basses-Laurentides, une structure sociale semblable à celles des anciennes paroisses se construisit assez rapidement au cours des premières décennies du XIX^e siècle. Ce fut un monde rural moins riche, certes, étant donné que les contraintes relatives à la commercialisation de leur production furent plus nombreuses. Néanmoins, il y eut dans ces régions une reproduction sociale du féodalisme laurentien et la crise du système fut alors partiellement rapportée dans le temps et dans l'espace.

Les perspectives pour les paysans pauvres, cependant, furent beaucoup moins réjouissantes. Le répit de la fin du XVIII^e siècle permit sans doute à plusieurs familles de garder

29. Au cœur des politiques mercantiles furent les politiques monétaires. La manipulation à des fins stratégiques et commerciales des valeurs monétaires fut un des plus importants acquis des gouvernements impériaux suite à l'invasion d'Amérique des XVI^e et XVII^e siècles. Aux XVIII^e et XIX^e siècles, ces acquis furent mis au profit de la pénétration du commerce européen à travers le monde. Il s'agit de la triste réalité derrière les longues discussions d'Adam Smith et de David Ricardo sur la «bullion question» et bien sûr de l'antécédent des politiques actuelles du Fonds monétaire international. Une introduction à ces questions se trouve dans Pierre VILAR, *L'histoire de l'or et de la monnaie*, Paris, Gallimard, 1976.

30. SWEENEY, HOGG et RICE, *Op. cit.*

leurs terres, mais les minces surplus de production n'auraient permis qu'une reproduction sociale minime. De plus en plus au début du XIX^e siècle, un séjour dans les chantiers de bois ou un travail saisonnier à gages au profit des familles paysannes plus aisées, feraient partie intégrante de leurs stratégies familiales. Ainsi, même s'il n'y eut pas encore un déplacement vers les villes, il y eut néanmoins un accroissement du travail salarié, qui comporta souvent une rencontre avec les marchands d'origine anglo-écossaise. De plus, après la fin des hostilités en Europe en 1815, une importante migration donna lieu à une concurrence accrue pour l'obtention des terres encore disponibles dans les seigneuries et les cantons à l'ouest et au nord de Montréal et au long du Chemin Craig. La migration en chaîne de Cumberland en Angleterre vers la Côte Saint-Charles de la seigneurie de Vaudreuil des années 1820, à laquelle mes ancêtres participèrent, ne fut guère un phénomène isolé.

En ville, la faiblesse relative du capital marchand canadien permit également l'essor de l'artisanat suivant la voie révolutionnaire³¹. Dans les métiers les plus importants s'établirent des dynasties familiales canadiennes qui maintiendraient leurs positions jusqu'aux années 1830. Il est de plus en plus évident que l'image commerciale des villes pré-industrielles québécoises que nous légua l'historiographie canadienne-anglaise est fautive. Ces villes, avec Montréal en tête, furent des centres de production artisanale et manufacturière importants. Les métiers du cuir, des vêtements, du bois et de la métallurgie furent en pleine croissance durant la première moitié du XIX^e siècle. Au moins jusqu'aux années 1830, la majorité de la population fut active dans la production non comme simple journalier ou journalière, mais comme travailleur ou travailleuse de métier.

L'immigration après 1815 changea la composition ethnique et confessionnelle des classes populaires urbaines. Pour emprunter l'heureuse expression de Gilles Lauzon et Alan Stewart, ces métiers devinrent des «hiérarchies en mutation». Il importe de souligner, cependant, que la partie la plus importante de ces vagues de migration vers la ville fut composée de gens de métiers et de leurs familles protestantes non conformistes³². Ainsi, on n'assista ni à un simple clivage linguistique, ni à un mouvement qui mina les bases artisanales de la production, mais plutôt à une diversification des communautés socioculturelles au sein des classes populaires. Des communautés qui se reproduisent d'elles-mêmes et à l'aide des techniques de leurs sociétés d'origine constituèrent une concurrence redoutable, même si elle fut parfois déloyale. Ces changements, à la fois économiques et socioculturels, contribuaient à une prise de conscience nationale au sein de la population canadienne³³. L'impact de quelques années exceptionnelles de migration massive des familles irlandaises catholiques, dépourvues de métiers et de ressources, au cours des années 1830, ajouta aux tensions.

Il y eut également une évolution marquée dans les communautés mercantiles. Certes, l'échange inégal avec les sociétés amérindiennes du Nord-Ouest continua et il s'agit là d'une source importante de revenus des sociétés mercantiles d'origine anglo-écossaise à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle. Les membres du Beaver Club à Montréal, cependant,

31. En plus de nos propres recherches déjà citées, soulignons les travaux de nos anciens collègues du MBHP: Alan STEWART, «Structural Change and the Construction Trades in Montreal: the Carpenters, Joiners and Masons of St. Lawrence suburbs, 1800-1830», texte inédit, Université McGill, 1983. Gilles LAUZON, «Pierre sur pierre, l'accumulation dans la maçonnerie», communication à la SHC, Vancouver, 1983. Jane GREENLAW et Linda LEMAIRE, «Obéir sans murmure», communication à l'IHAF, Compton, 1983. Paul ROCHON, «Blacksmiths and Founders of St-Mary's Ward», texte inédit, Université McGill, 1984. Jennifer WAYWELL, «Butchers of Montreal», texte inédit, Université McGill, 1984. Mary-Anne POUTANEN, «For the Benefit of the Master: The needle trades in Montreal, 1820-1840», Mémoire de maîtrise en histoire, Université McGill, 1985. De plus, le travail important de Joanne BURGESS, «Work, Family and Community»: Montreal Leather Artisans, 1791-1831», Thèse de doctorat en histoire, UQAM, 1987.

32. Jane GREENLAW, «Fractious Individuals: Protestant Non-conformity in Montreal 1828-1842», Mémoire de maîtrise en histoire, UQAM, 1989.

33. Ici nous rejoignons la position avancée par Jean-Marie FECTEAU que «la revendication nationale se greffe inséparablement (...) aux luttes présidant à l'implantation» du capitalisme, *Op. cit.*, p. 57.

comme les marchands des «staples» à Québec d'ailleurs, furent relativement peu nombreux³⁴. La plupart des agents actifs dans la circulation furent membres des communautés mercantiles de plus en plus hiérarchisées et fonctionnèrent comme simples intermédiaires au service d'une économie locale qui se diversifia³⁵. Là où les marchands investirent dans la production, notamment dans les moyens de transport et dans certaines industries comme les scieries, les chapelleries et les fonderies, il y eut des liens directs avec leurs activités dans la circulation³⁶. Les investissements dans l'immobilier, au sens large, c'est-à-dire y compris les rentes, furent de loin les placements les plus privilégiés du capital marchand³⁷.

L'autonomie relative de cette économie en transition fut clairement démontrée par la spécificité de l'impact de la première crise mondiale de surproduction en 1825³⁸. En général, l'économie de la colonie sortit indemne, mais Montréal, le centre manufacturier au cœur d'une région agricole prospère, consolida son avance sur la ville de Québec où les rapports politiques et économiques avec la Grande-Bretagne furent plus importants. Les limites de croissance d'un secteur manufacturier trop lié à l'économie de la mère patrie furent brutalement révélées par les chantiers maritimes de la rivière Saint-Charles³⁹.

La transition au capitalisme dans la vallée du Saint-Laurent suivit ses propres rythmes. L'évolution mondiale l'influença, certes, mais il est néanmoins clair que les divers facteurs internes de cette société convergèrent tous vers une crise sociopolitique grave après 1830. Sans doute, la deuxième crise mondiale de surproduction en 1836-37 y joua un rôle, mais le caractère à la fois régional et national de la rébellion de 1837-38 indiqua jusqu'à quel point cette révolution bourgeoise avortée plongea ses racines loin dans la terre fertile du féodalisme laurentien. La défaite des forces progressistes par l'armée britannique fut un événement politique de premier ordre dans l'histoire du Québec. Un de ces résultats, et non le moindre, serait que la transformation du cadre sociojuridique d'appropriation féodale se ferait d'en haut et non d'en bas.

Montréal fut le banc d'essai pour la modification de ce cadre sociojuridique⁴⁰. Promulguée sous la dictature militaire du Conseil spécial, l'ordonnance de 1840 permit la commutation de la propriété féodale dans l'île. La commutation fit partie intégrante d'une série de mesures prises sous la dictature afin de faciliter l'éclosion d'un marché capitaliste de propriété. Notons : l'abrogation du système de contrôle des échanges et d'utilisation de l'espace urbain par les juges de paix et son remplacement par un conseil municipal; la modification en profondeur de la coutume de Paris par la restriction des hypothèques afin d'introduire des «mortgages», instrument de crédit anglais qui comporte le transfert de titre au créancier; la réglementation étatique de la faillite, éliminant ainsi la pratique féodale écossaise des ententes à l'amiable; la création pour la première fois en territoire seigneurial d'un bureau d'enregistrement de la propriété; la restriction des droits sociaux des épouses et des serviteurs touchant la propriété de leur mari ou de leur maître. La logique derrière ces réformes fut la même que celle derrière la commutation facultative de la tenure en roture

34. Joanne BURGESS et Margaret HEAP, «Les marchands de Montréal et le commerce du Bas-Canada, 1818-1838», Communication au congrès de l'IHAF, 1978. Robert SWEENEY, «Beyond the Staples: Firms and functions of Lower Canadian trade», in *Protesting History*.

35. SWEENEY, *Internal Dynamics* (...). SWEENEY, HOGG, RICE, *Op. cit.*

36. SWEENEY, *Internal Dynamics* (...).

37. P.-A. LINTEAU et J.-C. ROBERT, «Propriété foncière et société à Montréal: une hypothèse», in *RHAF*, Vol. 28, juin 1974. L'hypothèse centrale de cet article reste valable malgré les difficultés méthodologiques découlant de leur mécompréhension du cadre juridique, voir SWEENEY, «Un passé en mutation», in *Montréal une ville*, Montréal, Leméac, 1990. Louise DECHÊNE, «La rente du Faubourg Saint-Roch à Québec, 1750-1850», in *RHAF*, Vol. 34, 1981.

38. SWEENEY, *Internal Dynamics* (...).

39. Richard RICE, «Shipbuilding in British North America, 1789-1870», Thèse de doctorat en histoire, Université de Liverpool, 1978, et «Lower Canadian Shipbuilding in the Transition and the Problem of Direct Control of Production», communication au colloque «Atlantic Connection», Kingston, juin 1984.

40. Brian YOUNG, *In their Corporate Capacity: the Seminary of Saint-Sulpice of Montreal, 1816-1870*, Montréal, McGill-Queen's Press, 1985.

à la tenure en franc-allevé. Elles furent taillées sur mesure par l'alliance politique conservatrice gagnante.

On n'insiste jamais assez sur le fait primordial de cette transformation du cadre socio-juridique de l'appropriation féodale. À l'encontre de l'expérience française, à Montréal il n'y eut point d'abolition du régime seigneurial. Il n'y eut qu'une commutation de la tenure avec compensation monétaire accordée aux seigneurs. Le boycottage systématique de l'ordonnance de 1840 par les paysans de l'île en dit long sur les coûts exorbitants exigés en compensation pour leurs pertes de droits seigneuriaux par les Messieurs de Saint-Sulpice. Seuls les citadins, dont surtout les groupes sociaux aisés, optèrent pour cette commutation de leurs terres. Alors en 1854, lorsque la commutation fut appliquée ailleurs dans la colonie, le gouvernement responsable du Canada Est finança une partie importante de l'opération. Malgré la défaite de 1837-38, les familles des petits producteurs marchands des anciennes paroisses constituèrent une force politique importante⁴¹. Cependant, une couche importante de la classe dirigeante survécut à cette transformation du cadre sociojuridique de l'appropriation féodale et aurait le capital nécessaire pour participer activement au nouvel ordre social alors en pleine construction⁴².

La révolution industrielle au Québec commença en 1848 le long du canal Lachine en banlieue de Montréal. La création d'une société industrielle dans la vallée du Saint-Laurent, à l'instar du féodalisme laurentien, fut très rapide. Comme toutes les autres sociétés, elle suivit de loin la Grande-Bretagne, mais elle ne fut qu'une génération en retard par rapport à la Nouvelle-Angleterre et, contemporaine de la révolution industrielle en France, elle ne fut qu'une décennie derrière la Belgique, premier pays de l'Europe continentale à s'industrialiser. La question centrale que la révolution industrielle québécoise pose alors n'est pas celle du soi-disant «retard économique» du Québec⁴³. La question est plutôt : pourquoi l'oppression nationale eut-elle des caractéristiques économiques si prononcées et durables au sein de cette société qui fit figure, toute proportion gardée, de pionnier du capitalisme industriel ? À notre avis, la réponse réside dans la spécificité de l'imbrication du féodalisme et du capitalisme dans la vallée du Saint-Laurent et dans la façon dont l'industrialisation chevaucha cette transition.

L'industrialisation au Québec eut ses propres caractéristiques spatio-temporelles. Il y eut un décalage temporel significatif entre la région de Montréal et le reste de la colonie. Entre le développement des écluses du canal Lachine comme source de pouvoir hydraulique en 1848 et la crise de surproduction de 1873, Montréal devint une ville industrielle. Or, en province, l'arrivée des usines de l'ère industrielle fut davantage un phénomène du dernier quart de siècle. Certes, il y eut des exceptions, comme les scieries de l'Outaouais, mais même là il fallut attendre la fin du siècle pour constater le développement d'une industrie qui fut plus que saisonnière. Dès lors, deux sous-questions se posent : pourquoi Montréal fut-elle si en avance ? et que furent les répercussions de ce décalage spatio-temporel sur l'industrialisation ailleurs au Québec ?

Rappelons d'abord les caractéristiques de la transition à la campagne de la région de Montréal. Dès les années 1830, autour de l'île, il y eut une différenciation de la paysannerie plus prononcée qu'ailleurs, où les familles de petits producteurs marchands pratiquèrent une spécialisation de leur production et accumulèrent du capital dans le cadre d'une économie de plus en plus diversifiée. Pour les familles aisées, les relations ville/campagne furent favo-

41. Cette politique présagea la résolution de la même contradiction au Japon Meiji. Alors, peut-on conclure que les paysans des anciennes paroisses furent une force politique aussi redoutable que les Jinushi ? Kohachiro Takahashi, «La révolution bourgeoise au Japon», in M. DOBB & P. SWEEZY, *Du féodalisme au capitalisme*, tome II, Paris, François Maspero, 1976.

42. D'ailleurs, tout porte à croire que cette participation des anciens seigneurs fut littéralement dans la construction, car nos recherches en cours indiquent que les placements dans l'immobilier restèrent un domaine privilégié de ces familles.

43. R. DUROCHER et P.-A. LINTEAU, *Le retard économique du Québec*, Trois-Rivières, Boréal Express, 1971.

rables, ce qui voudrait dire que les possibilités d'accumulation furent plutôt limitées pour les intermédiaires et les producteurs urbains participant à ces échanges. De plus, à côté de ces familles paysannes, il y eut une couche grandissante de la population rurale de plus en plus dépendante du travail salarié.

La transition dans la plaine de Montréal fut donc plus avancée qu'ailleurs dans la colonie, mais elle témoigne d'un équilibre entre la ville et la campagne qui constitua une base pour l'éclosion d'un capitalisme où les petites et moyennes entreprises joueraient un rôle central. Cette évolution du féodalisme laurentien vers un capitalisme plutôt démocratique, ayant comme épine dorsale les anciennes paroisses et comme cœur la plaine de Montréal, subit un rude choc avec la défaite de la révolution bourgeoise de 1837-38. Cet échec priva la nation canadienne de l'autonomie politique nécessaire à sa réalisation. De plus, comme en témoigne la modification du cadre sociojuridique de l'appropriation féodale, le développement socio-économique serait davantage influencé par les politiques façonnées dans l'intérêt de l'alliance conservatrice gagnante. Or, pour comprendre cette alliance, il faut rentrer en ville, là où se trouvèrent ses assises principales.

La dualité économique qui caractérisa la ville accéléra l'évolution de l'économie de Montréal pendant la première moitié du XIX^e siècle. Lieu de transbordement pour le Haut-Canada, Montréal fut à la fois un centre artisanal important intégré à sa région agricole féodale prospère et un des maillons d'une chaîne de commerce capitaliste en pleine croissance. La nature de la révolution industrielle en Grande-Bretagne influença grandement le développement de la production montréalaise. Or, il s'agit là d'une révolution industrielle comme toutes les autres, c'est-à-dire partielle, inégale et différenciée. Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, les produits semi-manufacturés dominèrent les exportations industrielles britanniques. Dès les années 1820, les importations britanniques destinées à Montréal furent en termes de valeur et de volume principalement composées de produits semi-manufacturés de l'industrie du textile et de la métallurgie britannique⁴⁴. Ainsi, au sein d'une société où les rapports féodaux primèrent toujours dans l'agriculture, à Montréal des métiers artisanaux importants se développent pour transformer ces produits industriels. Parmi la cinquantaine de métiers spécialisés à Montréal à cette époque, il y en eut dans des manufactures sous contrôle du capital marchand, mais tout compte fait assez peu⁴⁵. En général, exception faite des chantiers navals, ces investissements se limitèrent au secteur de transformation primaire, dépendant de la production paysanne. La vivacité de la voie révolutionnaire à Montréal s'accrut davantage avec l'importante migration des artisans britanniques entre 1815 et 1850⁴⁶. Ces artisans, ayant fait leur apprentissage et leur compagnonnage au «Workshop of the world», connaissaient bien les rouages possibles grâce au chevauchement du travail artisanal et de la production industrielle. Sauf que les réseaux de transmission de cette connaissance reflétèrent l'importance des communautés socioculturelles distinctes au sein des classes populaires à Montréal⁴⁷.

Si les relations ville/campagne entre Montréal et sa région immédiate furent plutôt équilibrées, les relations entre Montréal et le Haut-Canada furent tout autres. Le cadre juridique des «Navigation Acts» et les cartels de navigation créés pendant les années 1820 et 1830 garantirent un rôle central dans ce commerce aux sociétés mercantiles anglo-écossaises de Montréal⁴⁸. Ainsi, un écart grandissant se développa entre l'accumulation du capital chez les marchands actifs dans ce commerce avec le Haut-Canada et l'accumulation chez les

44. Le deuxième appendice de notre *Internal Dynamics* (...) comprend une analyse détaillée de ces importations par produit et par société mercantile de la vallée de Saint-Laurent.

45. Un repérage et une analyse de ces investissements sont présentés dans «Financing the Transition» in *Protesting History*, pp. 52 à 87.

46. L'analyse de tous les engagements notariés des années 1820 en témoigne, voir «Qu'il obéisse sans murmure», in *Internal Dynamics* (...), pp. 118 à 209.

47. GREENLAW, *Op. cit.*

48. Ces cartels furent, d'ailleurs, parmi les premiers monopoles industriels capitalistes au monde, voir «Misfortunes, Calamities and Dreadful Consequences», in *Internal Dynamics* (...), pp. 257 à 288.

marchands canadiens davantage actifs dans le commerce avec les anciennes paroisses. Lorsque le cadre des «Navigation Acts» fut démantelé au cours des années 1840, la réorientation du capital marchand vers les nouvelles formes d'activités, notamment les chemins de fer, fut alors davantage l'affaire des marchands d'origine anglo-écossaise⁴⁹.

Cette double articulation de l'économie montréalaise mérite d'être soulignée, car il s'agit du leitmotiv de cette économie jusqu'aux années 1930. Montréal fut à la fois centre régional de l'ancienne société laurentienne et métropole d'une économie canadienne-anglaise naissante, donc la maturation du capitalisme à Montréal suivit un thème polyrythmique. Le fait qu'on entend mieux les timbales canadiennes-anglaises ne doit pas servir à cacher le fait que les timbaliers et les timbalières furent québécois et québécoises. La main-d'œuvre des usines de la révolution industrielle à Montréal se composa principalement de fils et de filles des paysans pauvres du féodalisme laurentien. Il ne peut en être autrement; alors que les vagues de migrations d'outre-mer prirent fin au début des années 1850, la population de la ville passa de 50 000 en 1851 à 90 000 en 1861 et à 125 000 en 1871. La contribution de ces hommes, femmes et enfants à l'accumulation du capital dans les principales industries de la ville fut alors très significative⁵⁰.

Plusieurs études contemporaines et historiques portent sur la relation étroite entre les bas salaires et l'emploi des femmes et des enfants dans ces industries⁵¹. Mais cette forme

49. G. TULCHINSKY, *River Barons*, Montréal, McGill-Queen's Press, 1976.

50. Les industries présentées dans le tableau ci-dessous employèrent 67 % de la population active dans la production, selon le recensement industriel de 1871.

L'appropriation de plus-value dans les principales industries montréalaises en 1871.

Industrie	Nbre d'établissements	Nbre d'employé(e)s	% de femmes & enfants	Salaire moyen (\$/ans)	Plus-value per capita (\$/ans)	Indice d'exploitation (5)/(4)
Biens de production						
Caoutchouc	1	370	68	189	135	.71
Laminerie	1	262	24	248	515	2.07
Forgerons	110	256	4	253	273	1.08
Fab. de pièces	13	585	12	267	198	.74
Fab. de moteurs	4	452	19	276	214	.71
Fonderies	18	787	15	320	330	1.03
Machines à coudre	4	211	2	417	635	1.52
Biens de consommation						
Vêtements (dames)	104	664	98	96	215	2.23
Vêtements (hommes)	100	2044	82	131	195	1.48
Coton	1	123	76	158	272	1.72
Tabac	17	1110	66	172	470	2.73
Fourrures	38	956	70	210	1572	7.48
Souliers & bottes	143	5278	48	220	337	1.53
Sucre	2	339	1	318	705	2.21
Imprimerie	27	770	40	324	492	1.51
Farine	12	146	9	328	1572	4.84
Brasseries	7	180	7	338	1527	4.51
Distillerie	1	45	0	355	2978	8.38
Charpentiers	115	846	4	361	347	.96

Source: Richard RICE, «Le procès de travail, les firmes et l'industrialisation montréalaise, 1871-1891», Conférence au séminaire de Jean Bouvier, Université de Paris I, février 1981.

51. P. P. CARPENTER, «On some of the Causes of Excessive Mortality of Young Children in the City of Montreal», in *Canadian Naturalist & Journal of Science*, New series, n° 4, 1869; ANON *Montreal by Gaslight*, Montréal, 1888; H. B. AMES, *The City below the Hill*, Montréal, 1896; Terry COPP, *Anatomy of Poverty*, Toronto, McClelland & Stewart, 1974; Jean DE BONVILLE, *Jean-Baptiste Gagnepetit*, Montréal, Éditions de l'aurore, 1975; Susan CROSS, «The Neglected Majority», in *Histoire Sociale*, novembre 1973; Bettina BRADBURY, «Pigs, Cows and Boarders», in *Labour/Le Travail*, n° 13, 1984.

évidente d'exploitation ne fut qu'une partie d'une structure d'exploitation plus vaste. Les taux d'exploitation élevés dans la production des biens de consommation furent liés dialectiquement aux taux relativement bas dans le secteur des biens de production où les contraintes à l'augmentation de la plus-value relative et absolue furent plus importantes à cause de l'importance continue du travail de métier spécialisé⁵². Bref, par le biais d'un transfert entre les secteurs, les taux d'exploitation élevés dans le secteur des biens de consommation financèrent l'expansion du secteur des biens de production⁵³. Ainsi, les fortunes des Molson, Dow, Redpath, Drummond et Ogilvy ne furent pas le seul résultat de cette contribution involontaire des travailleurs et des travailleuses. Le secteur des biens de production, qui fut à la base du statut de métropole canadienne-anglaise de Montréal, bénéficia également de cette «philanthropie».

La nature inégale de la révolution industrielle montréalaise fut importante. Cependant, dès le début des années 1870, la maturation du capitalisme signifia un écart grandissant entre la valeur du travail et la rémunération pour ce même travail. Pour la majorité des hommes et des femmes actifs dans la production, une baisse relative importante de leur pouvoir d'achat s'ensuivit. Les historiens et les historiennes ne sont qu'au début d'un long travail nécessaire pour comprendre comment cette contradiction entre la création et la réalisation de la valeur à Montréal transforma la vie quotidienne des classes populaires. Les travaux pionniers de Gilles Lauzon et de Jacques Ferland nous montrent la voie dialectique à suivre. Lors de la crise de 1873, les classes populaires de Saint-Henri réagirent avec créativité et perspicacité dans le domaine du logement⁵⁴. Pourquoi pas ailleurs? Cependant, dans les manufactures de cuir et les usines de coton, la nature même de l'organisation capitaliste des forces productives, allant de la division sexuelle du travail jusqu'au design des machines, érigea des contraintes patriarcales nouvelles à surmonter⁵⁵.

L'impact de la révolution industrielle à Montréal fut important ailleurs au Québec. Son décalage spatio-temporel, avec ses composantes nationales significatives, accélérèrent la ruralisation de la campagne. Les possibilités d'un développement équilibré dans les régions plus éloignées furent, ainsi, grandement réduites et, face à la différenciation grandissante au sein de la paysannerie, la migration fut pour des centaines de milliers de Québécois et de Québécoises la seule solution. Ceci ne veut pas dire que la voie laurentienne au capitalisme fut bloquée, mais elle perdit son élan et ses bases spatiales restèrent les anciennes paroisses pendant près d'un siècle. C'est là où, sous la direction d'une bourgeoisie nationale venant de Québec et de Montréal, en alliance avec les notables ruraux, la charpente institutionnelle d'un marché de capital québécois serait construite à la fin du XIX^e siècle⁵⁶. Pour les régions éloignées, la voie serait beaucoup plus pénible. Face à l'importance des investissements canadiens-anglais dans les textiles d'abord et les ressources naturelles par la suite, une autonomie relative des entrepreneurs québécois nécessiterait une alliance avec l'Église et emprunterait souvent des formes inusitées⁵⁷.

52. D'ailleurs, comme Richard RICE le constata déjà, in *Op. cit.*, le «new labour history» au Canada anglais privilégie l'étude de ces luttes de contrôle du processus de travail par ces travailleurs spécialisés au détriment d'une analyse de la formation de la classe ouvrière. Voir Bryan PALMER, *Culture in Conflict*, Montréal, McGill-Queen's Press, 1978, ou Gregory KEALEY et Bryan PALMER, *Dreaming of What Might Have Been*, New York: Cambridge University Press, 1981.

53. Jacques FERLAND décortiqua ce transfert intersectoriel dans la principale industrie montréalaise de l'époque, «Not for Sale — American Technology and Canadian Shoe Factories: The United Shoe Machinery Company of Canada 1899-1912», in *The American Review of Canadian Studies*, Vol. 18, n° 1, printemps 1988, pp. 59-82.

54. Gilles LAUZON, *Habiter un nouveau quartier ouvrier de la banlieue de Montréal: Village Saint-Augustin (Municipalité de Saint-Henri) 1855-1881*, Montréal, Éditions du RCHTTQ, 1989.

55. Jacques FERLAND, «In Search of the Unbound Prometheus: A comparative view of women's activism in two Québec industries», in *Labour/Le Travail*, n° 24, automne 1989.

56. Robert SWEENEY, «A Collective Effort: The Creation of the Québec Capital Market», Communication au BACS, Edimbourg, 1985.

57. W. F. RYAN, *The Clergy and Economic Growth in Québec 1896-1914*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1966.

En guise de conclusion, retournons à l'idée d'Albert Soboul, que le rythme du développement et la structure du capitalisme dépendent de la transition de chaque société. Dans cette perspective de la longue durée, serait-il trop audacieux de remarquer que la Révolution tranquille ressemble étrangement à un parrainage par l'État d'une union nationale entre un capitalisme privé de petites et de moyennes entreprises dans les anciennes paroisses et un capitalisme nationaliste des caisses et des coopératives des régions éloignées? Peut-être, mais chose certaine, même le Québec des années 1990 a une histoire, qui parfois pèse lourdement sur l'avenir.

Robert Sweeny
History Department
Memorial University of Nfld.
St. John's, Nfld. A1C 5S7

RÉSUMÉ

Cet article comprend trois parties. La première présente le féodalisme comme un élément conceptuel important à la compréhension de l'histoire de la Nouvelle-France et du Bas-Canada. La deuxième partie est une réflexion théorique sur les processus fondamentaux de la transition et de la révolution industrielle. Cette partie présente ces deux processus comme étant distincts, même s'il y a chevauchement sur le plan temporel. La troisième partie explore dans ses grandes lignes comment la transition du féodalisme au capitalisme dans la vallée du Saint-Laurent influence profondément la nature de la société québécoise industrielle. En guise de conclusion, nous présentons les liens entre les caractéristiques économiques de l'oppression nationale et la spécificité de la révolution industrielle au Québec, une spécificité qui témoigne de l'importance de la voie laurentienne au capitalisme.

SUMMARY

This paper is made up of three parts. The first presents feudalism as a conceptual element important in understanding the history of New France and Lower Canada. The second part is a theoretical reflection on the fundamental processes of transition and the industrial revolution. These two processes are presented as being distinct, even if there is temporal overlapping. The third part explores in broad terms how the transition from feudalism to capitalism in the Saint Lawrence valley profoundly influenced the nature of Quebec industrial society. In conclusion, the links between the economic characteristics of national oppression and the specificity of the industrial revolution in Quebec is presented, a specificity which is witness to the importance of the Laurentian path to capitalism.

RESUMEN

Este artículo comprende tres partes. La primera presenta el feudalismo como un elemento conceptual importante para la comprensión de la historia de la Nueva-Francia y del Bajo-Canadá. La segunda parte es una reflexión teórica sobre los procesos fundamentales de la transición y de la revolución industrial. Esta parte presenta estos dos procesos como siendo distintos, aún si hay sobreposición en el plano temporal. La tercera parte explora a grandes líneas como la transición del feudalismo al capitalismo en el valle del San Lorenzo influencia profundamente la naturaleza de la sociedad industrial quebequense. A manera de conclusión, nosotros presentamos los lazos entre las características económicas de la opresión nacional y la especificidad de la revolución industrial en Quebec, una especificidad que testimonia de la importancia de la vía Lorentina al capitalismo.